



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

**Assemblée plénière du 13 décembre 2013**

**Intervention de Gérard PIEL**

**Rapport n°2 : Budget primitif 2014**

Il y a un an, j'exprimais au nom du groupe Front de Gauche toutes les réserves que nous émettions quant aux perspectives induites par le budget 2013.

Ce dernier portait en effet l'empreinte des restrictions budgétaires de l'Etat à l'encontre des collectivités et la faible volonté d'une partie de la majorité régionale de monter au front pour desserrer l'étau dans lequel se bornaient toutes nos réflexions.

Notre groupe faisait alors le constat du renoncement des partis au gouvernement à affronter les forces de la finance pour permettre à la population, et notamment à celle qui avait cru au changement annoncé, de retrouver l'espoir après tant d'années de crise d'un système à bout de souffle.

La crise n'a pas reculé, les conditions de vie se sont encore dangereusement dégradées pour les habitants de notre région et l'on ne peut pas dire que le gouvernement ait pris la mesure de la souffrance à laquelle sont confrontés des pans entiers de notre population.

En 2013, le budget qui nous était présenté ne nous paraissait répondre que faiblement aux urgences sociales, économiques et environnementales pourtant incontestables sur le territoire régional.

Son inscription dans les dogmes libéraux de contraction de la dépense publique assortie à l'argument culpabilisant, et donc paralysant de la dette, lui conférait un caractère comptable et technocratique en décalage avec les aspirations légitimes et les besoins de la population.

Pour notre groupe, l'élaboration du budget primitif de la collectivité régionale est un acte hautement politique pour lequel il convient de fixer des objectifs ambitieux pour répondre aux attentes des habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cette année, le travail autour de la préparation du budget a pris de nombreux mois. Il fut long et fastidieux mais il a permis à chaque groupe de faire avancer des propositions, des orientations politiques et nous ne pouvons que nous en féliciter.

Le budget présenté aujourd'hui est le fruit d'un long travail collectif au sein duquel les conseillers régionaux Front de Gauche ont pris toute leur place et ont permis une inflexion certaine de ses orientations.

En effet, si nous rejetons avec force l'an dernier les objectifs fixés le rapport budgétaire, ce dernier rappelait pour mémoire que la résorption des déficits était notre objectif prioritaire, que nous nous inscrivions dans la perspective de diviser par deux notre niveau d'emprunt et

de baisser drastiquement nos investissements, nous constatons avec prudence mais satisfaction le changement de braquet intervenu dans le cadre de la préparation du budget 2014.

Changement de braquet auquel le groupe Front de Gauche a largement contribué.

En effet, et depuis le début de la mandature, nous refusons que notre collectivité limite son cadre de réflexion aux restrictions budgétaires que nous impose l'Etat.

Nous réclamons un changement complet d'orientation dans la construction de nos politiques publiques, et des budgets qui y sont associés, en partant des besoins de la population et non des contraintes budgétaires dont notre collectivité est victime. Il ne s'agit pas ici de les minimiser mais bien de sortir d'une vision uniquement comptable des politiques publiques.

Aussi, nous notons avec intérêt que les priorités de l'action régionale pour 2014 ont intégré cette demande forte du Front de Gauche et que, je cite l'introduction du rapport de présentation, « *la contraction de la dépense publique n'apparaît pas comme la voie la plus adaptée pour répondre aux besoins de la population* ».

C'est dans ce cadre de réflexion renouvelé que notre groupe a pu faire avancer de nombreuses propositions lors des discussions budgétaires de ces derniers mois.

Propositions qui permettront aux familles, aux jeunes, aux précaires, aux salariés, à tous ceux qui souffrent des politiques d'austérité qui nous gouvernent, de redresser la tête et de reprendre espoir en l'avenir.

Propositions qui permettront aussi, en partie, au Conseil Régional de retrouver son rôle de bouclier social qui constituait l'objectif programmatique premier de notre majorité en 2010.

Cela n'est pas allé de soi. Mon intervention lors du débat d'orientations budgétaires d'octobre dernier exprimait toutes les craintes du groupe Front de Gauche quant aux premiers éléments de discussions dont nous disposions alors.

Contraction des dépenses avec une baisse globale du budget de notre collectivité, replâtrage par l'augmentation des taxes sur la carte grise ou par le tarif de la carte Zou alors même que les ménages connaissent une baisse constante de leur pouvoir d'achat.

Les orientations qui nous étaient présentées, et je le disais alors, ne pouvaient en aucun cas recueillir notre aval.

Dans ce cadre, très peu, pour ne pas dire aucune des propositions que nous portions n'auraient pu trouver de concrétisation dans l'année à venir.

Dès lors, nous nous félicitons que les échanges au sein de la majorité régionale mais également avec la population de notre région à travers les multiples rencontres organisées par notre groupe, aient pu permettre des avancées sociales, économiques et environnementales dans ce budget.

En effet, notre groupe a été entendu sur un grand nombre de points :

- Sur notre refus de faire porter aux familles le poids des contraintes budgétaires de la collectivité régionale. L'absence totale d'augmentation de la taxe sur les cartes grises ou du montant de la carte Zou était pour le Front de Gauche un point de discussion incontournable.
- Sur notre revendication de permettre au Conseil Régional de continuer à jouer son rôle de bouclier social pour la population, a fortiori pour les plus précaires.

Ainsi, dès la prochaine rentrée scolaire, l'extension de la tarification sociale des cantines scolaires aux élèves dont les familles bénéficient de l'Allocation de rentrée scolaire sera effective. Ce qui correspond à un doublement du nombre de bénéficiaires actuels, afin de

permettre aux jeunes issus des familles les plus en difficulté d'accéder quotidiennement à un repas de qualité.

Nous proposons également que l'ensemble des délégations concourant activement à la solidarité et à la préservation du lien social, mais relevant de pratiques volontaristes de notre collectivité, voient leurs budgets préservés voire augmentés, c'est aujourd'hui le cas.

Je pense ici entre autres aux lignes relatives au logement, sur lesquelles nous avons obtenu une augmentation de deux millions d'euros par rapport aux premières discussions, mais également à la solidarité, à la vie associative, au sport...

Nous réclamions que le budget de la culture, largement entamé ces dernières années, conserve en son sein les sommes versées à Marseille Provence 2013.

Nous revendiquons enfin que le budget des lycées soit, a minima, maintenu pour faire face à la hausse des coûts de fonctionnement de nos établissements et aux frais de réhabilitation d'un grand nombre de lycées que nous ne pouvons plus repousser tant la vétusté de certains établissements est grande.

- Nous avons enfin été entendus sur notre revendication d'une plus grande efficacité de l'action régionale en matière de soutien à l'économie par la mise en œuvre d'une évaluation stricte de nos aides aux entreprises et des critères sociaux clairs visant à conditionner nos interventions en ce domaine.

Une délibération sera présentée en ce sens lors de la prochaine assemblée plénière, nous nous en félicitons.

Nous regrettons toutefois que certaines économies substantielles qui auraient pu être réalisées ne l'aient pas été.

Ainsi, nous contestons l'attribution d'un certain nombre de subventions en commission permanente alors même qu'elles ne correspondent pas aux priorités d'action du Conseil Régional et qu'elles sont loin de faire consensus au sein des groupes de la majorité.

Entre 8 millions d'euros à ITER, quand le droit du travail n'est pas respecté sur le site, 200 000 euros à la métropole Aix-Marseille, ou encore 1 million d'euros à l'entreprise Clim Espace, filiale de GDF Suez, alors même qu'un réseau de crèches du Var aurait besoin de 300 000 euros pour ne pas disparaître, nous demeurons sceptiques quant aux choix qui président à leur arbitrage.

Cela étant dit, et sur l'ensemble des points cités précédemment, nous estimons que la majorité régionale a procédé à des choix courageux dans un contexte de contraintes budgétaires que nous ne contestons pas.

Ces mêmes choix qui nous ont permis de mettre en œuvre la carte Zou instaurant la gratuité des transports régionaux pour les jeunes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, formidable réussite qui fait de notre Région un précurseur en matière de mobilité à l'échelle du pays.

Cette volonté nous a également permis d'engager le retour en régie publique des Chemins de fer de Provence ou encore la pénalisation des communes qui ne respectent pas leurs engagements en matière de logement social.

Mais la seule volonté politique ne suffira malheureusement pas pour permettre à notre collectivité de limiter les effets dramatiques des politiques d'austérité décidées à l'échelle nationale et européenne.

L'exploit budgétaire réussi cette année, essentiellement lié à la bascule du crédit-bail en emprunt classique, ne pourra se reproduire indéfiniment si nous ne menons pas le combat vis-à-vis du gouvernement pour qu'il cesse de traiter les collectivités locales comme le faisait le gouvernement Sarkozy.

Car ce qu'il faut aujourd'hui c'est oser sortir de l'austérité dans laquelle on veut nous enfermer.

Il est grand temps que les orientations nationales cessent de s'inscrire dans la même logique que celles de leurs prédécesseurs où la réduction aveugle des dépenses publiques, la soumission aux exigences des marchés, l'austérité et la rigueur comme seule perspective signent encore davantage le renoncement du politique face aux forces de la finance.

Les critiques que nous émettions ensemble vis-à-vis du gouvernement Sarkozy sur le gel des dotations, sur le mépris affiché envers les collectivités territoriales et leurs actions, sont malheureusement toujours d'actualité.

Il faut exiger de l'Etat qu'il assure les dotations à l'euro près pour le fonctionnement des compétences transférées mais également qu'il débloque de nouveaux moyens issus d'une fiscalité plus juste qui redonnent des marges de manœuvre aux collectivités.

La Ministre des collectivités territoriales s'y était engagée ici même dans cet hémicycle, nous exigeons aujourd'hui qu'elle tienne ses promesses dans l'intérêt des populations.

Les Régions en général, mais la nôtre en particulier, doivent mener le combat vis-à-vis du gouvernement pour que ces engagements soient tenus et que nous retrouvions les marges de manœuvre suffisantes pour mener à bien nos politiques.

Nous devons réclamer les sommes dues par l'Etat à notre Région par le biais d'un titre de recettes à son encontre, comme nous l'avions décidé en 2011.

Nous devons également cesser d'avaliser intégralement les mesures nationales imposées aux collectivités sans concertation, à l'instar des emplois d'avenir, dont nous refusons qu'ils ajoutent de la précarité à la précarité. Pour cela, nous réclamons que les jeunes embauchés au Conseil Régional bénéficient des mêmes droits que les agents régionaux, notamment en terme de prime de fin d'année.

Vous l'aurez compris, notre groupe ne peut partager l'idée que les seules solutions de sortie de crise proposées soient les mêmes que celles qui nous y ont conduits.

Les conseillers régionaux que nous sommes ont un rôle à jouer contre la crise et pour améliorer les conditions de vie de nos concitoyen-ne-s à condition de s'opposer au schéma dans lequel on veut nous enfermer.

Puisque le gouvernement est aujourd'hui sourd aux exigences d'une large partie des habitants de notre pays et de notre région, il est de notre responsabilité d'agir, à l'échelle qui est la nôtre, pour que nous continuions à assumer les missions pour lesquelles nous avons été élus.

Notre groupe réclamait un desserrement de l'étau dans le cadre de ces discussions budgétaires. Faute d'avoir engagé ce rapport de force avec l'Etat, cela ne pouvait passer que par un accroissement de l'emprunt et par une diminution de notre épargne brute.

Mais nous ne sommes pas inconscients. Nous connaissons les risques que fait peser sur notre collectivité une augmentation de son endettement.

Le recours à l'emprunt n'est pour nous qu'une solution de court terme.

La véritable solution ne passera que par une action de l'Etat en faveur des collectivités locales, par la mise en œuvre d'une fiscalité juste, solidaire et durable qui permettent aux collectivités de faire de la politique au sens noble du terme et de répondre ainsi aux urgences de leurs territoires.

Oui la politique est un outil qui peut changer la vie si l'on s'oppose fermement aux logiques financières qui ont pris le pas sur l'humain et les impératifs de solidarité qui devraient guider l'action publique.

Nous avons l'obligation d'être utiles au plus grand nombre et notre groupe regrette aujourd'hui la timidité de la majorité régionale pour porter ce combat vis-à-vis du gouvernement.

Le groupe Front de Gauche partage dans son intégralité cette double analyse, celle des avancées notables que comporte ce budget mais également les dérives de la politique économique et sociale menée par l'actuel gouvernement et la faiblesse de l'action régionale pour le conduire à changer de cap.

Si nous considérons que ce budget tend à aller dans le bon sens, au regard de l'absence totale de marges de manœuvre à laquelle nous devons faire face, le poids des renoncements du gouvernement actuel pèse dans les réflexions des conseillers régionaux Front de Gauche.

En conséquence et face à ce double constat, notre groupe usera de sa liberté de vote concernant le budget 2014 du Conseil Régional.

*Seul le prononcé fait foi.*